

Avis voté en plénière du 12 mai 2015

Une école de la réussite pour tous

Déclaration du groupe de la CGT-FO

Le groupe FO tient d'abord à souligner l'écoute attentive et le travail difficile fait par Marie Aleth Grand pour cet avis particulier, la section ayant reçu de très nombreux et intéressants témoignages directs et indirects. Nous remercions les parents qui ont eu le courage de témoigner de leurs difficultés ainsi que les collégiens et lycéens auditionnés qui ont apporté la preuve que les difficultés sociales n'entraînent pas inéluctablement d'échec scolaire.

Cet avis se concentre sur l'enjeu de l'inclusion de tous, en particulier des enfants des milieux sociaux les plus défavorisés, au sein du système scolaire.

Partant du constat que les acteurs directement concernés, notamment enseignants, sont mobilisés en ce sens, il interroge certaines des politiques publiques défailtantes, à commencer par celle des moyens consacrés à l'instruction publique obligatoire.

Mettre fin aux fermetures de classe dans les zones rurales fait de ce point vue partie des préconisations qui devraient être suivies d'effet. Les moyens de transports ne peuvent être en effet considérés comme un substitut.

Le groupe FO appuie l'attention portée par l'avis aux enfants souffrant de handicap ou de grandes difficultés scolaires :

- afin que soient dirigés vers les SEGPA les enfants qui en ont réellement besoin, au vu du parcours scolaire de chacun sans considération du milieu social ;
- afin que ces SEGPA et leur financement soient maintenus ainsi que les formations des enseignants et directeurs spécialisés (option F du CAPA-SH et le 2CA.SH).

FO ne peut qu'appuyer l'accent mis sur l'importance de la recherche dans les domaines concernant l'éducation afin d'améliorer sans cesse la formation initiale et continue des enseignants.

Il est aussi important que la formation des enseignants inclut une meilleure connaissance des différents milieux sociaux et culturels et de la gestion des conflits.

Réévaluer la situation des personnels en termes d'avancement et de salaire participe aussi de la reconnaissance que doit la collectivité à la mission d'enseignement, et favorisera un plus grand respect pour l'école et les savoirs qui y sont enseignés.

L'école de la République ne peut-être une variable d'ajustement permettant de faire des économies, pacte de responsabilité ou pas.

France rurale, urbaine ou ultra marine tous les enfants, quel que soit leur lieu de vie, doivent bénéficier de dispositifs adaptés permettant la réussite pour tous dans une République une et indivisible.

Si, bien des expériences relatées mettent en valeur les initiatives positives que peuvent prendre les équipes enseignantes, FO demeure critique quant aux orientations de politique générale, inscrites dans le moule de la dite « *refondation de l'école* », tendant à généraliser l'autonomie locale au risque d'accentuer des inégalités territoriales, à diluer l'enseignement proprement dit au sein d'activités périscolaires, à transformer l'enseignant en animateur, à privilégier de pseudo compétences au détriment des connaissances... La réussite pour tous ainsi conçue, ou ainsi nivelée, pourrait bien alors se transformer en un leurre pour celles et ceux des enfants ne bénéficiant pas de moyens particuliers plus favorables.

C'est pourquoi, dans un tel contexte, tout en approuvant l'objectif affiché par l'avis, le groupe FO s'est abstenu, considérant que l'on ne peut faire l'économie de la contestation des politiques éducatives actuellement mises en œuvre.